

Décentraliser et responsabiliser

Jean-Pierre Sueur

Je voudrais poser une seule question. Comment se fait-il que, depuis si longtemps, étant d'accord sur le diagnostic, les choses changent si peu en réalité ?

Cela fait des années que nous disons qu'il est absurde de vouloir apprendre à lire à tout le monde en une année. Or, c'est ce que nous faisons aujourd'hui, en 1989, dans la plupart des écoles. Alors, il faut s'interroger sur le fait que quand on fait des colloques, des tables rondes, que l'on écrit des articles, on a une certaine satisfaction scientifique à se mettre d'accord sur le diagnostic, sur l'analyse. Mais quand on se retrouve devant la réalité, dans la classe à l'école, on ne change pas les choses.

Si l'on regarde bien pourquoi il en va ainsi, c'est parce qu'au fond nous n'avons pas changé notre idée du changement. D'excellents rapports ont été faits, d'excellentes initiatives ont été prises, notamment par Alain Savary (je pense au rapport Prost,

au rapport Legrand, aux « ZEP ») et cela a eu de l'effet. Le niveau a continué d'augmenter mais ce sont toujours les mêmes qui restent à la traîne et, effectivement, 95 % de ceux qui redoublent le cours préparatoire n'atteignent pas le niveau du baccalauréat. Puisque c'est le législateur qui parle aujourd'hui — nous nous trouvons dans une situation très concrète où une revalorisation de la fonction enseignante va se discuter dans les semaines et les mois qui viennent et où nous allons débattre au Parlement d'une loi sur la rénovation du système scolaire —, je souhaite très fort que l'on lie les deux choses. Que l'on dise « oui, il faut que les enseignants soient mieux payés, ils ne sont pas assez payés, « oui, il faut qu'ils soient mieux estimés ». C'est un scandale que, dans un pays comme le nôtre, que dans un département — le mien : le Loiret — on cherche des instituteurs, on cherche 40 jeunes pour être instituteurs alors qu'il y a des millions de chômeurs. C'est complètement aberrant, mais en même temps il faut que nous passions une sorte de contrat avec la nation. Nous allons rénover en profondeur notre système scolaire, nous allons travailler autrement. Il faut qu'il soit inscrit dans la loi et dans les circulaires que les rythmes diversifiés sont nécessaires, qu'il faut alléger les programmes, en finir avec un système de redoublement qui ne permet pas à ceux qui redoublent de rattraper mais qui a pour effet concret de les ancrer dans une filière d'échec ou dans une trajectoire d'échec.

Il y a cependant une sorte de préalable à tout cela. Notre appareil est trop lourd et par conséquent inerte. Pour que l'école soit plus différenciée il faut davantage faire confiance aux enseignants et leur donner encore plus de responsabilités et d'autonomie au niveau des établissements. Je voudrais que l'on dise aux enseignants d'un collège ou d'un lycée : « Vous êtes 30, 40, 50, vous avez quelques centaines de jeunes en face de vous, votre travail est de faire en sorte que ces jeunes réussissent, tout jeune peut réussir, tout jeune doit réussir, mais ils ne peuvent tous réussir de la même façon, de la même manière, dans les mêmes matières, au même rythme. »

Eh bien nous, nous faisons confiance. Certes, il est dans la mission du ministère de l'Education nationale de veiller à la

cohérence d'ensemble, de veiller à la laïcité de l'enseignement, de veiller à ce qu'il n'y ait pas de disparité. C'est un rôle important, mais je dirai qu'il doit se concentrer sur ce rôle essentiel qui est le sien et donner davantage de liberté, d'espace à l'initiative au niveau des établissements de manière à ce que l'on puisse, au niveau d'une école, décider de passer deux ans, trois ans, à apprendre à lire afin que soit bien approprié ce savoir. Que l'on en finisse avec un système où des enfants ne savent pas lire en sixième, tout simplement parce que l'on n'a pas pris le temps de leur apprendre à lire. Il faut déconcentrer, décentraliser, donner de l'initiative, de la responsabilité.

Deux mots pour finir, le premier pour dire que dans la négociation très importante sur la revalorisation des carrières des enseignants il me paraît essentiel de prendre en compte cette diversité des tâches. Il est difficile de mener un jeune jusqu'à l'École polytechnique. Cela est respecté, honoré, rémunéré. Il est tout aussi respectable, tout aussi nécessaire et sans doute également difficile, voire différent, de permettre à un jeune qui est paumé d'apprendre à lire véritablement. Je voudrais que dans les grilles, dans les barèmes, on prenne en compte ces deux réalités d'exigence, parce que l'une comme l'autre sont respectables. Deuxièmement, il faut que nous fassions en sorte que tout ne soit plus joué au départ; à ceux qui ont échoué, ceux qui sont sortis de l'école, du collège, du lycée avec le goût amer de l'échec, à ceux-là il faut absolument donner une deuxième, une troisième, une quatrième chance.

Le service public c'est celui qui donnera à tous les citoyens de ce pays un certain niveau de formation. Si l'on n'a pas été capable de le donner au départ, il faut se donner les moyens pour le donner ensuite. L'éducation permanente, la formation permanente est encore plus inégalitaire que la formation initiale. Savez-vous qu'un cadre sur trois bénéficie de formation permanente chaque année et un ouvrier qualifié sur treize? Cela veut dire que, plus vous avez eu de formation initiale, plus vous avez de formation permanente. Alors que dans les entreprises telles qu'elles seront au XXI^e siècle, on aura besoin que tout le monde soit compétent. Par conséquent, il faut aussi changer cette iné-

galité-là en transformant beaucoup d'heures de chômage en beaucoup d'heures de formation, c'est aussi tout un débat, un enjeu formidable pour notre société.